• **Mai 2022 • Numéro 194** •

**« Il est quand même fort, ce Mélenchon… »**

**Edito : « Il est quand même fort, ce Mélenchon… »**

*Par* ***Jean-Luc Gonneau.****. Illustration glanée sur le net par* ***Agnès Bilh***

*Le fait est là : la gauche a perdu l’élection présidentielle, ne rassemblant qu’un petit tiers des suffrages exprimés lors du premier tour, où les partis jadis dominants, PS et PCF, réalisèrent des scores faméliques. Ce qui permit à Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France Insoumise, porté de plus par une campagne militante vigoureuse et un programme charpenté, de frôler une qualification pour un deuxième tour. Et de laisser entrevoir des espoirs pour les élections législatives toutes proches si les organisations de gauche, parties en soli à la présidentielle, parvenaient à s’unir. Pari improbable compte tenu de la pluie de critiques qui s’abattit sur Mélenchon de la part de la gauche, et particulièrement, mais pas que, du PS lors de la campagne présidentielle. Et pourtant pari gagné, ce qui raviva quelque enthousiasme à gauche. Enthousiame palpable dans les locaux de la Gauche Cactus (tenus secrets, on ne sait jamais) terrés au cœur du 9-3, proximité populaire oblige. Ainsi, notre rédac’chef João Silveirinho, lors d’une conversation animée avec Mick et Paule lançait : « Il est quand même fort, ce Mélenchon… », ce dont convinrent nos deux pétroleuses autoproclamées. Ainsi eûmes la joie d’accueillir l’ami Sébastien Voilade, qui fut notre chroniqueur culturel voilà des lustres, qui consentit ainsi à quitter aux heures apéritives le tabouret du Rosebud, bar dont il ne s’absente guère et d’où il observe avec persévérance les turbulences culturelles parisiennes. Ainsi Jancry nous assura être toujours à l’affût de thèmes pour ses illustrations. Et même notre présidente, qui passe tout son temps à édifier les jeunes générations et à sillonner Paris, ses banlieues, les provinces françaises, l’Europe et le monde, nous signifia par courriel envoyé d’on ne sait où, son envie de reprendre des activités militantes délaissées depuis un temps certain.*

*Cette union réalisée sans trop de douleur (sauf au sein du PS, mais on y reviendra) a conforté les espoirs législatifs, que Mélenchon a fixé très haut : une majorité parlementaire qui le conduirait à devenir premier ministre. Ne rêvons qu’un peu : il faudrait pour cela non seulement une mobilisation de tout l’électorat habituel de la gauche, mais celle d’une partie significative de la masse des abstentionnistes. Pas sûr que le talent d’orateur mobilisateur de Mélenchon et une campagne au canon y suffisent. Par contre, il apparaît vraisemblable que la dynamique unitaire permette une hausse non négligeable du nombre de parlementaire de gauche, et c’est toujours ça pris. Ce qui pourrait priver les macronistes «renaissants» (ils étaient donc morts ou comateux ? Macron nous aurait menti à l’insu de son plein gré) d’une majorité absolue et les pousser à des combinaisons embarrassantes avec les Républicains, voire le RN. La démarche unitaire aura aussi permis une clarification, ou plutôt une confirmation de clarification quant au socialisme français.*

**

*Pour beaucoup de militants ou de sympathisants de l’ensemble de la gauche, la question de savoir si le PS, à l’aune de certaines des mesures prises par les gouvernements socialistes du passé, notamment (mais pas seulement) pendant le mandat de François Hollande, et de l’évolution des prises de position du parti au fil du temps demeurait un parti de gauche. Il y a au PS des «socio-démocrates sincères» demeurant attachés aux valeurs traditionnelles de la gauche, dont la figure historique est aujourd’hui Martine Aubry, il y avait des « socialistes marxistes», mais il semble qu’ils n’aient pas survécu à la disparition de Jean Poperen (1997), il y a des «socialistes modérés», difficilement classables quant à leurs références, des «socio-libéraux», dont le père spirituel est Jacques Delors, et l’agent principal François Hollande depuis l’époque des «transcourants» voici une trentaine d’années, qui prenaient explicitement comme modèle le parti démocrate américain : démocrate, oui, socialiste, bof, et il y des «socialistes opportunistes» pour lesquels l’étiquette était surtout un moyen de s’ouvrir des perspectives de carrière : on en vit arriver un paquet en 1981, quelques-uns en 2017. Certainement moins maintenant. Manuel Valls en est un exemple. C’est en tout cas parmi ceux-ci et les «socio-libéraux» qu’Emmanuel Macron fit son marché pour son «aile gauche» : des gens qui n’étaient plus de gauche depuis longtemps ou qui jamais ne l’avaient été. En ce sens, l’accord programmatique entre le PS et les autres formations de gauche constitue une clarification. Fragile, peut-être, mais donnant au PS des perspectives de renouvellement. Décidément, «il est fort, ce Mélenchon». D’ailleurs, depuis le début de la campagne législative, on ne parle que de lui : pas mal pour un battu aux présidentielles !*

**Au sommaire de ce numéro**

**Edito : « Il est quand même fort, ce Mélenchon… »**. Comment la nouvelle union de la gauche pour les élections législatives émoustille la Gauche Cactus et rebat un certain nombre de cartes : **Jean-Luc Gonneau** nous raconte ça. *Illustration glanée sur le net par* ***Agnès Bilh***

**Les chiens aboient, la caravane passe.** On a beaucoup parlé de « barrages » (à Le Pen, à Macron…) lors de la présidentielle. Une tentative de «barrage à Mélenchon se met en place pour les législatives. **João Silveirinho** en résume les ressorts et met en exergue le rôlé joué par les fossoyeurs du socialisme français, toujours prêts à jouer les donneurs de leçon. Bof, en fait, ça fait du buzz.

**Ikea, ça simplifie la vie !** Illustrations-gags glanées sur le net par **Jean-Claude Laforgue et Marie-Yvonn Frutuoso**

**Encore cinq ans à tirer ?** Que la reconduction d’Emmanuel Macron à la présidence consterne **Yann Fiévet**, dont il est le plus constant contempteur n’étonnera pas nos lecteurs. Nous sommes prévenus, argumente-t-il, de ce qui nous attend : ça commence mal et ce n’est pas gai *Illustration glanée sur le net par* ***Agnès Bilh***

**Il y a accueil et accueil** En France et un peu partout en Europe, un large élan de solidarité, qu’il faut saluer, s’est manifesté pour accueillir les réfugiés fuyant la guerre en Ukraine. Toutefois, en France comme dans d’autres pays, tous ces réfugiés ne reçoivent pas le même accueil, selon qu’ils ont ou non la nationalité ukrainienne. L’occasion pour **Saül Karsz** de nous montrer qu’il y a différents types d’accueil, en fonction des origines des populations accueillies, des lieux d’accueil et parfois de la richesse des candidats à l’exil. Et certains types d’accueil n’en méritent pas le nom.

**Les chroniques du règne de Manu le Petit «***Chronique du huitième jour du mois du joli mois de mai, en l’an de très très grande décrépitude vingt-deux.* Où il est question de manœuvres diverses et variées ainsi que de billevesées très oubliables ».nous propose **Julie d’Aiglemont** en nous narrant à sa façon la cérémonie d’investiture d’Emmanuel Macron ? Croustillant.

**La guerre en Ukraine en contexte** Pierre Guerlain, professeur d’histoirre contemporaine à l’Université Paris-Nanterre nous décrypte les éléments du contexte de la guerre en Ukraine et de ses enjeux. Un texte synthétique et éclairant. *Illustration glanée sur le net par* ***Mourad Karabagli***

**Les Rois du Non-Sense.** Illustration glanée sur le net par **Benoist Magnat**

**Le scandale des cabinets de conseil, ou la preuve de l’extrémisme néolibéral**. L’actualité électorale a occulté (momentanément espérons) l’affaire de l’utilisation intensive et coûteusede cabinets de conseil, en majorité anglosaxons, par le gouvernement pour des missions d’un intérêt fréquemment discutable et pour des résultats généralement décevants. Dans une analyse fortement documentée, **Thomas Priestley**, Directeur honoraire du travail, nous montre qu’au-delà de la gabegie financière, de probables malversations et de la faible utilité des interventions de ces cabinets, leur présence intensive et les mthodes qu’tls préconisent constituent une puissante intrusion de l’idéologie néolibérale qui gangrène nos administrations.

**Le Meilleur des iMondes** Neuvième épisode du feuilleton de **Jacques-Robert Simon,** notre scientifique de service, où son «héros» frappadingue Donald Bokanovski, après sa psychanalyse, part se dévergonder. Moment grandiose !

**Ode à la veuve** La Gauche Cactus aime les facéties mais aussi la littérature et la poésie. **Mireille Jean-Gilles** nous offre cette Ode à la veuve, qui est aussi, surtout, une ode à la vie, illustrée par l’autrice

**Les chiens aboient, la caravane passe**

*Par* ***João SIlveirinho***

Comme il se dit dans notre belle startupnachionne, à la télé et «sur» les réseaux «sociaux», Mélenchon fait le buzz.

Comme dans tous les buzz, il y a des pour et des contre, contraste de plus favorisé par la réputation clivante du personnage. Pour le moment, et pourvu que ça dure, comme disait la maman de napoléon, le père Mélenchon balaie ‘presque) les sarcasmes qu’il suscite avec le plumeau de son indifférence. Mais d’où viennent donc ces invectives, parfois violentes ? Voyons voir.

Il y a, forcément, les media néo-conservateurs ou ouvertement d’extrême-droite : on voit mal Pascal Praud encenser Mélenchon, même si, paraît-il, sa fille a voté pou lui. Quelle famille ! Incluons dans ces media le magazine Le Point, naguère plus tempéré, qui se déchaîne contre Mélenchon dans un dossier d’une rare mauvaise foi. Qu’importe, ça fait le buzz ! Il y a des «éditorialistes», ayant leur rond de serviette assuré dans les «débats» des grandes chaines de télé, tel le «monument» Alain Duhamel, qui squatte les écrans depuis un demi-siècle sans avoir jamais rien appoté à la réflexion politique qui s’égosille à dire que le programme de Mélenchon est incohérent sans en citer un point, vigoureusement approuvé, sur le même plateau par son disciple Jean-Michel Apathie.

Et puis il a les « politiques ». De ceux de droite, on ne peut pas attendre de compliments. C’est la règle du jeu, surtout en période électorale, ou un simple « Jean-Luc Mélenchon est certes un orateur de talent mais… » est presque passible d’un procès en haute trahison. Ceux de gauche, ou se prétendant tels, comptent aussi de féroces censeurs, issus des rangs socialistes, retraités, retirés, encore en activité ou déjà ralliés à Macron, mais se disant toujours hommes ou femme de gauche. En première ligne, ceux qui furent les fossoyeurs du PS. Hollande, rappelez-vous, qui devient président alors que son parti est majoritaire à l’Assemblée nationale et, première fois dans la 5e République, au Sénat, à la tête de presque toutes les régions et de la majorité des départements. Dix ans plus tard : 1, 74% pour la pauvre Hidalgo. Et ce monsieur veut encore donner des leçons. Même Manuel Valls, traitre politique tous terrains, se dit encore «homme de gauche». Ils ne méritent qu’une chose : l’indifférence. Et puis, si les publicitaires, pour une fois, voient juste, il paraît que si on parle en mal ou si on parle en bien, l’essentiel, c’est qu’on en parle.

**Ikea, ça simplifie la vie !**

*Illustrations glanées sur le net par* ***Jean-Claude Laforgue et Marie-Yvonn Frutuoso***

****

****

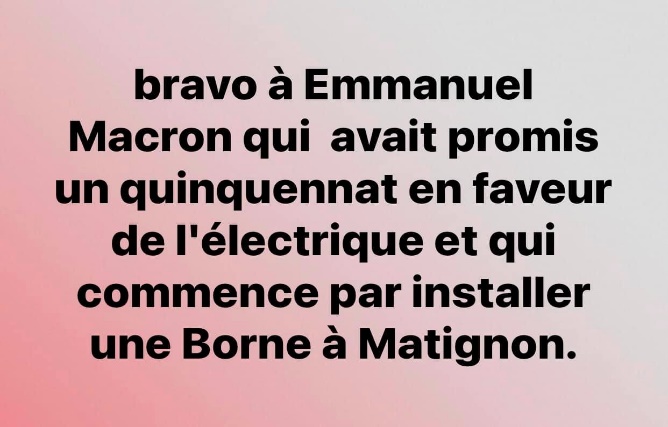
**Encore cinq ans à tirer ?**

*Par* ***Yann Fiévet*** *. Illustration glanée sur le net par* ***Agnès Bilh***

Il est communément admis que la réélection d’Emmanuel Macron est un moindre mal pour la France. Certes, il ne fallait pas confondre, au moment du choix que beaucoup de citoyens ont refusé de faire, le capitalisme autoritaire incarné par le Président sortant et le proto-fascisme dont la chef de file de l’extrême-droite est la figure opportunément adoucie pour la circonstance. Cependant, il convient d’emblée de ne pas être dupes : ce moindre mal est bel et bien un mal certain. Comment s’empêcher de penser qu’il ne s’agit là que d’un répit illusoire dans la lente destruction de notre « modèle démocratique » ? Comment ne pas être tenté de regarder vraiment en face tous les avatars du premier mandat de Jupiter afin de dresser par avance le paysage alarmant de son second mandat ? Son propre adoucissement surgi brusquement entre les deux tours de l’élection présidentielle peut très difficilement être pris au sérieux.

Proto-fascisme ? Le ripolinage de façade du lepénisme ne devrait pas pouvoir faire illusion. Le fait qu’il fonctionne néanmoins auprès d’une part croissante du corps électoral ne change rien au fond de l’affaire. Historiquement, les fascismes ont toujours su avancer masqués tant qu’ils n’avaient pas conquis le pouvoir convoité (sauf à avoir la capacité de le prendre par la force). Ensuite, c’est une autre partition qui est jouée. Toute l’habilité consiste donc à se faire d’abord passer pour ce que l’on n’est pas, à faire oublier ce que l’on est vraiment. Ce que l’on a pris trop facilement l’habitude de nommer « dédiabolisation » du FN-RN a atteint son objectif et explique ainsi, en partie seulement sans doute, l’ascension de cette organisation politique particulière. Précisons qu’elle ne doit pas la réussite de cette tromperie uniquement par l’activation de ses propres forces. Elle a été bien aidée depuis son extérieur. La sociologue Nonna Mayer qui étudie depuis quarante ans l’évolution du Front National puis du Rassemblement National montre précisément que La dédiabolisation de Marine Le Pen a été médiatisée avant même sa mise en œuvre. Nombre de médias n’ont eu de cesse, depuis que la fille a succédé au père, de prendre le FN-RN pour un parti comme les autres. Cela a été particulièrement efficace en direction de la part féminine de l’électorat : du temps du père les femmes votaient nettement moins pour ce parti que les hommes. Le père préférait les gros chiens quand sa fille s’entoure de nombreux chats ! Les reportages « people » ont permis d’éviter de regarder objectivement la réalité d’un parti resté fondamentalement hyper-centralisé autour de la figure de son chef et, pour l’essentiel, sur l’es traits caractéristiques de sa fondation en 1972. A-t-on suffisamment – et sans complaisance – interrogé Marine Le Pen sur sa conception de la vie en société ? Certes, non ! Cela nous aurait grandement édifié. Cependant, le désastre est une nouvelle fois écarté. Mais, pour combien de temps encore ?

Le capitalisme autoritaire fortement exacerbé par Emmanuel Macron est en large partie responsable de la progression de l’audience de l’extrême-droite à l’élection présidentielle. Au premier tour de celle-ci, les trois candidats que nous pouvons ranger sous cette bannière ont rassemblés 33% des suffrages exprimés. Au second tour, Marine Le Pen atteint 42% (contre 34% en 2017). Si en 2017 « le jeune Macron » n’avait pas vraiment été menacé il a cette fois certainement senti le vent du boulet entre les deux tours. Malgré tout, le risque n’est pas mince que cette « nouvelle victoire » renforce sa détermination à maintenir le cap de ses réformes ultra-libérales chargées d’aggravation des inégalités. Pourtant, à y regarder de près la victoire est plutôt maigre : 28% des électeurs inscrits se sont abstenus, le nombre des bulletins blancs et nuls atteint également un record, Emmanuel Macron a perdu trois millions de voix par rapport à la Présidentielle de 2017 tandis que Marine Le Pen en a gagné deux millions sept-cent-mille. 58% paraît un chiffre confortable mais il est loin d’exprimer un vote de pleine adhésion pour la personne du vainqueur quand on constate, par exemple, que 42% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour ont accepté de voter Macron le 24 avril. Néanmoins, le soir même du scrutin décisif tous les fidèles lieutenants du macronisme se répandaient partout où on voulait les entendre afin de saluer la confortable victoire et que l’on allait vraiment répondre désormais aux inquiétudes qui s’expriment dans le pays. Ils annoncent tous l’ouverture sans tarder d’un nouveau « grand débat avec tous les Français ». Mais, attention, cette fois le débat sera… permanent. Faire plus flou est une gageure !



Pour le moment, rien ne permet de croire sérieusement à un changement de trajectoire du second mandat de Jupiter. Du reste, par avance, cela a bien mal commencé. Sur divers campus universitaires les étudiants ont souhaité, entre les deux tours de l’élection présidentielle, organiser des débats autour du « faux choix » que proposait le duel final. Lesdites universités ont alors été fermées sous le prétexte qu’il y aurait eu là un trouble à l’ordre public. Il y a donc débat et débat : le débat citoyen librement organisé mais mal venu et le débat savamment institutionnalisé et encadré pour éviter tout débordement. Rappelons que le premier mandat d’Emmanuel Macron a été le plus répressif de la cinquième République. Il ne faisait alors pas bon manifester sur la voie publique, les nombreux blessés et mutilés peuvent en parler. On peut ajouter à ce sinistre tableau les nombreuses « bavures » perpétrées par les « forces de l’ordre » lors de descentes de police inopinées, au cours de « contrôles routiers qui tournent mal » ou dans la quiétude des commissariats. Le soir-même du second tour, un groupe de policiers a ouvert le feu sur une automobile roulant à contre-sens sur le Pont-neuf à Paris. Bilan : deux morts parmi les occupants du véhicule. Une enquête est diligentée comme il se doit ! Il semble que pour certaines fractions de la police la chasse est de nouveau ouverte. En fait, elle n’a jamais été fermée ! Voici quelques mois le Ministère de l’Intérieur a commandé, à des fins de « maintien de l’ordre », 90 blindés pour étoffer l’arsenal de la Gendarmerie. On s’attend en haut-lieu, sans doute avec raison, à une recrudescence de la contestation, surtout si Emmanuel Macron n’obtient pas en juin prochain une majorité en sa faveur au Palais Bourbon. Alors, ces cinq nouvelles années à tirer vont-elles être cinq années à tirer… sur les contestataires ?

**Il y a accueil et accueil**

*Par* ***Saül Karsz***

Les courants bellicistes et impérialistes de Russie, agglutinés sous l’égide de l’actuel président Vladimir Poutine, ont envahi l’Ukraine et tentent d’écraser les gens, les villes, les institutions. Ils ne font guère de différence entre enfants et adultes, civils et militaires, vieux et résistants, hôpitaux et casernes, écoles et centrales nucléaires. Ils se soucient peu des réactions massivement réprobatrices dans le monde entier. C’est vrai que, par ailleurs, des silences complaisants, des appuis discrets mais bel et bien réels accompagnent cette barbarie qui accumule crime sur crime. Entre temps, à la faveur de couloirs humanitaires plus ou moins aléatoires, quelques milliers de ressortissants ukrainiens (femmes et enfants, notamment) sont accueillis dans différents pays asiatiques et européens.

Cet accueil mérite interrogation. Pas du tout parce qu’il a lieu ! Bien au contraire, il faudrait sans doute qu’il soit le plus large possible. **C’est son caractère sélectif qui pose question**. Pourquoi, en effet, des Ukrainiens sont-ils accueillis et même attendus relativement facilement, et beaucoup moins ou pas du tout ceux qui fuient les multiples guerres en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, en Europe de l’Est, en Amérique du Nord et du Sud ? Guerres déclarées comme telles, militairement menées, et/ou guerres économiques et symboliques qui placent de larges franges des populations sous le signe du no future. Pourquoi cette générosité nécessaire et cette parcimonie, sinon ce rejet parfaitement abusif, sinon inique ? Couleur de peau et religion seraient-ils des critères déterminants aux yeux des accueillants ?

La barbarie russe en Ukraine n’est pas sans antécédents ni probablement sans suites, en Russie et ailleurs. L’Occident aussi s’est longuement livré, et se livre toujours, aux guerres militaires, en son sein et aussi à l’extérieur (guerres de conquête). Il reste d’ailleurs le théâtre d’implacables, quotidiennes, inextinguibles guerres économiques, culturelles, raciales, à la fois à l’échelle nationale (au sein des différents pays) et internationale (contre d’autres pays). Guerres et barbaries ne sont en rien des exclusivités russes – caractéristique qui ne les rend pas moins condamnables.

L’actualité de la guerre contre l’Ukraine ne saurait donc escamoter celle perpétrée depuis des siècles dans d’autres contrées, ni par conséquent occulter les tragédies irréparables, les gâchis humains ainsi provoqués. Toutes nécessitent notre attention, notre engagement, sous des modalités chaque fois particulières. Or, si l’accueil des populations déplacées est un geste qui honore les politiques qui le rendent possible, ou a minima le tolèrent, si ce geste honore surtout les familles qui le mènent à bien, l’accueil diffère du tout au tout selon que la guerre en Ukraine soit liée ou au contraire isolée des autres guerres, selon que l’accueil se rapporte à un engagement socio-politique progressiste, historiquement motivé, revendiquant la liberté des peuples, ou bien à une solidarité humaniste et caritative, trop angélique pour être honnête. Dans un cas, l’accueil fonctionne comme une arrière-base de la résistance ukrainienne ; dans l’autre, de bonnes âmes se refont une virginité low cost sur le dos des accueillis. Ils contribuent, pas du tout à alléger des effets de la guerre, mais juste à les noyer – comme on noie un poisson. Après tout, Dubaï, Monaco, la Suisse, entre autres, font aussi de l’accueil de groupes contraints à l’exil – notamment d’apparatchiks et autres oligarques.

Evitons de nous gargariser avec l’accueil au singulier, sinon en majuscule.  Il y en a de très diverses sortes. Identifier les enjeux idéologiques chaque fois à l’œuvre, les postures psychiques concrètement mobilisées, les pratiques spécifiques, les discours tenus et les explications esquivées montrera sans doute que tout accueil ne mérite pas célébration.

*Article paru dans Pratiques sociales https://www.pratiques-sociales.org*

**Les chroniques du règne de Manu le Petit**

*Par* ***Julie d’Aiglemont***

*Chronique du huitième jour du mois du joli mois de mai, en l’an de très très grande décrépitude vingt-deux. Où il est question de manœuvres diverses et variées...ainsi que de billevesées très oubliables.*

Le jour du sacre arriva. Notre Enfraisé Jouvenceau passa des heures et des heures entre les mains d’un véritable essaim industrieux de valets de pied et de perruquiers. On le poudra, on lui fit bouffer coquettement le toupet, on le cira et on le lustra. Il en alla de même avec la Reine-Qu-On-Sort, de telle sorte que Leurs Pipolesques Altesses semblaient tout droit sortir du musée de monsieur Grévin.

La Cour au grand complet assista à l’évènement. La scène fut naturellement immortalisée. Ce tableau resterait, à n’en point douter, dans l’Histoire. Que l’on en juge plutôt : au premier rang des courtisans figuraient côte à côte les deux anciens souverains, Françoué Deux dit le Scoutère et Niko 1er, dit du Petit-Marécage. Ce dernier avait pris une pose fort altière, les mains croisées sur sa panse, ce qui laissait à penser que c’était lui que l’on sacrait, cependant que son compère Françoué se triturait les doigts, la mine funeste. La baronne du Cachalot, laquelle avait fait une arrivée fort remarquée, arborant une imposante tenue d’un vert éblouissant - ce qui ne laissa de faire se gausser les Riens et les Riennes dans les chaumières tant cela leur rappelait, pour les uns une certaine réclame pour un usurier, un personnage éléphantesque de la littérature enfantine pour les autres - , se figea tel un chef d’œuvre en péril. A ses côtés, la duchesse de la Bornée dans une tenue et une mise plus modestes, d’un bleu layette, semblait confite en dévotion. La jeune duchesse de la Pompaguili, qu’on avait placée entre Françoué et le vieil archiduc du Truant, semblait avoir confondu elle aussi l’évènement avec des funérailles. La pauvrette faisait la grise mine d’une orpheline. Seul le Sire Manolo de la Valse exultait. Ses manœuvres linguales avaient enfin porté leurs fruits. Il avait obtenu de pouvoir concourir au Tournoi de la Chambre Basse sous les couleurs de la nouvelle Faction du Roy : la Renuissance.

Ce fut au duc de l’Affabulus, qui présidait au Conseil des Sages de la vieille République, de proclamer le nouveau règne de Notre Cireux Phénix, lequel infligea ensuite à la noble assemblée à la triste mine une longue tirade, tout entière vouée à l’édification de sa gloire. « Ce peuple nouveau, différent d’il y a cinq ans, a confié à un souverain nouveau un règne nouveau » martela ainsi, d’une voix sépulcrale, Sa Zozotante Prorogation, sous les yeux énamourés de la Cour, au premier rang de laquelle figurait la duchesse douairière d’Amiens, dite aussi Madame Mère. Cette digne femme s’enorgueillissait fort d’avoir élevé ce bambin qui lui donnait tant satisfaction et tant d’honneurs. Puis le Roy, tout nouvellement sacré, s’en fut saluer ses courtisans et courtisanes avant qu’elles ne fondissent en une dégoulinante flaque d’adulation dans laquelle il pourrait se mirer à loisir. La duchesse de Marifasol de Belleprovince – cette ancienne Chambellane à la Malportance du roy Françoué Deux - crut défaillir quand Sa Caressante Turpitude lui toucha la joue. Elle fit à son Suzerain cet aveu : « maintenant, Sire, vous avez les mains libres, Votre Altesse peut faire ce qu’Elle veut ».

Aucune des figures de l’Opposition ne se trouvait dans l’aréopage des invités. On avait fait comme avec la vieille sorcière d’un conte de monsieur Perrault : on ne les avait point invitées. Gracchus Melenchonus et les siens avaient réuni leurs troupes à quelques lieues de là, rejointes par celles de la Faction des Jardiniers, celles du Marteau et de la Faucille et ce qui restait de la Faction de la Rose. Après treize jours et treize nuits de délibérations, voilà qu’on célébrait les accordailles de cette nouvelle Senestre. On partirait doncques unis sous la même bannière, afin de défendre les intérêts des Riens et des Riennes contre l’Église du Saint-Capital et de la Phynance. Le baron de l’Amphore avait abandonné son titre de noblesse et ce fut sous le nom de monsieur Amphorus qu’il délivra à la Convention un discours qui fut apprécié. On revenait de loin. Monsieur Ruissellus fit figure de l’embarrassant cousin de province, à la mine égrillarde, qu’il fallait supporter, quoiqu’il eût proféré tant et tant de sottises. Puis ce fut au tour de Gracchus Mélenchonus d’aiguillonner les intelligences.

Ces manœuvres n’avaient de cesse d’être violemment dénoncées dans le camp du Roy, ainsi que dans ce qui restait de la Dextre. Les Haineux se joignirent à ce concert de hululements. C’était à qui s’illustrerait le plus dans la déraison et la sottise. La petite duchesse de la Pompaguili argua que sa Faction, celle des Jardiniers, s’était tout uniment rompu l’échine. La gazetière madame de Salez-Mets s’essaya à déchiqueter monsieur Bompardus. Elle s’y cassa quelques dents. Sa commère, madame du Saint Croc-Me-Crique promenait dans tous les salons une mine des plus aigres et des plus déconfites, promettant l’apocalypse. La marquise de l’Oiseuse donna à nouveau un bel exemple de ce qui lui tenait lieu de cervelle : apprenant que Gracchus Melenchonus n’entendait point se représenter au Tournoi de la Chambre Basse, elle crut ironiser. « Comment, se rengorgea-t-elle, comment pourrait-il alors prétendre devenir Premier Grand Chambellan ? La chose ne se peut, tout simplement ! La partie est finie! Uh uh uh ! ». Cette brave femme, qui avait fait son droit et avait été Chambellane aux Affaires de l’Europe, ignorait tout bonnement la Constitution de son pays.

Notre Fallacieux Aiglon, après son sacre, entreprit de se transporter avec la Cour au Stadium afin de rencontrer les joueurs de balle au pied. Las ! Il n’avait pas plutôt foulé de son pied gracieux la verte pelouse qu’une immense huée venue des gradins s’abattit sur ses frêles épaules. C’était ainsi que le « peuple nouveau » saluait son « souverain nouveau ». On était au Royaume du Grand-Cul-Par-dessus-Tête, au huitième jour du règne de Manuléon II.

**La guerre en Ukraine en contexte**

*Par* ***Pierre Guerlain.*** *Illustration glanée sur le net par* ***Mourad Karabagli***

Tout d’abord et afin d’éviter toute ambiguïté : l’invasion russe qui provoque morts et destructions n’est pas acceptable sur le plan éthique et il faut la condamner de façon énergique. C’est d’ailleurs ce qu’ont fait tous les candidats à la présidence, avec quelques modulations. La guerre et sa kyrielle de crimes, blessés et infrastructures essentielles à la vie détruites est rarement justifiée sur le plan éthique. En prenant la décision de passer au conflit militaire Poutine porte la responsabilité de tous les morts et il est aussi responsable de la haine des Ukrainiens vis-à-vis de sa personne, son régime et aussi son pays qui n’est pas, cette fois-ci, solidement uni dans le soutien à sa politique guerrière. De très nombreux Russes défient la répression pour exprimer leur opposition à la guerre.

Il est fort possible que cette guerre débouche sur des réalités opposées à celles voulues par le président russe : renforcement de l’OTAN, une alliance qui cherchait sa nouvelle mission depuis la chute de l’URSS et la disparition du Pacte de Varsovie. Une alliance défensive à l’origine qui s’était muée en agent de la guerre, surtout de la guerre américaine, au Kosovo, en Afghanistan et en Libye. L’organisation était selon le mot du président français, Macron, en état de « mort cérébrale » et l’invasion russe lui redonne, aux niveaux des populations, une nouvelle légitimité. Il faut faire l’inventaire des morts et destructions causées par l’invasion illégale mais aussi s’interroger sur les origines de la guerre et examiner les stratégies pour mettre fin au désastre. La guerre russe en Ukraine est en cours et l’on ignore s’il a une voie diplomatique pour y mettre fin donc le bilan des morts et destructions ne pourra s’établir qu’à la fin.

**Les racines du conflit**

En ce qui concerne les origines du conflit un récit médiatique s’est mis en place tendant à faire de la Russie l’unique responsable de la crise. S’il est juste de tenir Poutine pour responsable de la décision de lancer les opérations militaires, il est tout à fait erroné de gommer les responsabilités occidentales dans la crise que Poutine a fait déboucher sur la guerre (…). Afin de rendre les choses claires procédons à une comparaison historique. Les historiens de la première guerre mondiale s’accordent à dire qu’à la fin de celle-ci les alliés ont imposé des conditions de paix très dures et humiliantes pour l’Allemagne qui portait une grande responsabilité dans le déclenchement du conflit. L’humiliation de l’Allemagne a favorisé la montée du nazisme, c’est un fait historique. Ceci ne gomme pas la responsabilité des nazis dans leurs crimes comme la Shoah. Contexte historique complexe où les responsabilités du conflit sont partagées mais totale responsabilité des criminels.

Il faut procéder de la même façon pour comprendre comment le conflit s’est formé et a dégénéré en guerre meurtrière. En 1997, soit trois ans avant l’arrivée de Poutine au pouvoir à Moscou, le père de l’endiguement, George Kennan, avait publié un article dans le *New York Times* intitulé « [A Fateful Error](https://www.nytimes.com/1997/02/05/opinion/a-fateful-error.html)». Il mentionnait le risque que des nationalistes anti-occidentaux et militaristes arrivent au pouvoir en Russie si l’OTAN s’étendait à l’Est. Il n’était pas dans une posture pro-russe au contraire, il mettait son pays et notamment le président Clinton en garde contre une erreur géopolitique aux conséquences prévisibles terribles. Vingt-cinq ans plus tard, et alors qu’entre-temps l’OTAN s’est étendue en diverses phases aux frontières de la Russie, on voit qu’il était particulièrement prescient. Un grand nombre de responsables politiques américains, dont Henry Kissinger ou William Perry ancien ministre de la Défense ont au cours des années lancé un avertissement de même nature. Des politologues de renom comme John Mearsheimer et [Stephen Walt](https://foreignpolicy.com/2022/01/19/ukraine-russia-nato-crisis-liberal-illusions/) qui font partie de l’école réaliste en politique étrangère n’ont cessé de dénoncer le danger de l’élargissement de l’OTAN. Walt souligne à juste titre que cette crise aurait pu être évitée par une diplomatie plus adepte. Toutes ces personnalités ne peuvent êtes soupçonnées d’une proximité idéologique avec Poutine. Le récit médiatique dominant qui s’articule autour d’un légitime effroi face à la guerre cherche à gommer cette histoire pour transformer l’histoire du conflit en un manichéisme simple : Poutine est fou, paranoïaque et cherche à reconstituer l’URSS dont il regrette la disparition. Ce récit s’appuie sur quelques réalités mais passe sous silence tous les avertissements sur le point central de l’extension de l’OTAN comme si évoquer cet aspect était être l’allié de Poutine ou sa dupe. (…)

Nous savons aussi, grâce aux archives de la National Security américaines que promesse avait été faite à Gorbatchev en 1990 de ne pas étendre l’OTAN « d’un pouce vers l’Est », promesse verbale mais authentifiée dans de nombreux documents que tous les médias pourraient facilement consulter. Aujourd’hui le récit médiatique dominant soit invisibilise cette promesse soit affirme qu’elle [ne concernait que l’ex RDA](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/03/guerre-en-ukraine-est-ce-si-difficile-de-dire-les-choses-comme-elles-sont-un-dictateur-en-mal-de-reconstitution-d-un-empire-perdu-agresse-un-pays-independant_6115972_3232.html). La vérité est la première victime de la guerre et ceci s’applique à Poutine mais aussi aux Occidentaux qui nient l’histoire pourtant consultable dans des archives. Le site [Les Crises](https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-comment-on-a-fabrique-la-plus-grave-crise-depuis-la-fin-de-la-guerre-froide/) a publié tous ces documents sur l’expansion de l’OTAN.



Une fois encore cette histoire de promesse non tenue et d’élargissement de l’OTAN ne dédouane pas Poutine qui a lancé la guerre. Les médias qui tentent de faire croire que mentionner ces documents serait de la propagande russe sont eux-mêmes dans une posture propagandiste. L’OTAN s’est élargi jusqu’aux frontières de la Russie et une base en Pologne, équipée de missiles n’est qu’à 160 km de la Russie. Les avertissements américains sur les dangers de l’élargissement n’ont cessé de se vérifier. En 2008 les États-Unis plaidaient à Bucarest pour inclure la Géorgie et l’Ukraine dans l’OTAN. La France et l’Allemagne s’y étaient opposées mais il fut décidé que ces deux pays, à terme, rejoindraient cette organisation.

Les grandes puissances n’acceptent pas que leurs rivales installent des bases ou des capacités militaires à leurs portes. Lorsque l’URSS a voulu installer des missiles nucléaires à Cuba en 1962, la pression américaine a conduit à ce qu’ils soient retirés. Si le Mexique, pays pourtant, en théorie tout au moins, souverain, voulait inviter la Chine à établir une base avec des missiles sur son territoire les États-Unis lui interdiraient immédiatement.

L’élargissement de l’OTAN était donc reconnu comme un danger par des spécialistes américains et vécu comme une provocation par la Russie. En 2008 une guerre avait éclaté en Géorgie entre ce pays et la Russie qui soutenait des républiques séparatistes. Le stratège américain Zbigniew Brezinski avait formulé une idée concernant l’Ukraine dans son ouvrage majeur *Le Grand échiquier* : la Russie ne pouvait être une grande puissance sans l’Ukraine. Aujourd’hui la propagande de Poutine refuse de reconnaître l’existence de l’Ukraine en tant que pays souverain et indépendant. Selon les théories réalistes les pays souverains qui jouxtent les grandes puissances sont soumis aux pressions de ces puissances. (…) Le coup de force russe a fait rentrer Macron dans le jeu de l’Alliance atlantique et fait changer l’Allemagne de doctrine en matière de politique étrangère. Ces deux pays souverains ne peuvent résister aux demandes pressantes des États-Unis, un allié aux postures parfois agressives. Obama s’était opposé à la vente d’armes à l’Ukraine et il pensait que ce pays était dans la zone d’influence russe et que par conséquent la Russie serait toujours prête à mettre plus de moyens militaires dans sa défense que les États-Unis n’étaient disposés à en mettre pour un pays éloigné qui n’est pas essentiel à leur défense. Depuis 2017, donc depuis l’arrivée de Trump au pouvoir, les États-Unis n’ont cessé de livrer des armes à l’Ukraine pour selon un élu démocrate au Congrès, [Adam Schiff](https://www.youtube.com/watch?v=XBjGPEX9Omw), « combattre la Russie là-bas plutôt qu’ici ». Si l’on se réfère aux idées d’Obama, on ne peut conclure que l’Ukraine risque d’être non pas protégée par ces armes [mais au contraire dévastée](https://davidicke.com/2022/02/25/john-mearsheimer-2015-the-west-is-leading-ukraine-down-the-primrose-path-and-the-end-result-is-ukraine-is-going-to-get-wrecked/). La [sortie du conflit sur Cuba en 1962](https://warisacrime.org/2022/03/01/tomgram-andrew-bacevich-jack-and-joe-the-perils-of-getting-tough/) pourrait servir de modèle. Il faut que les armes russes se taisent, au plus vite, mais aussi que l’OTAN examine l’histoire de ses provocations.

*Article paru dans www.recherches-internationales.fr*

**Les Rois du Non-Sense**

*Glané sur le net par* ***Benoist Magnat***

****

**Le scandale des cabinets de conseil, ou la preuve de l’extrémisme néolibéral**

*Par* ***Thomas Priestley***

Un des grands mérites du rapport de la Commission d’enquête du Sénat, intitulé «l’influence des cabinets de conseil sur les politiques publiques», est d’avoir mis crûment au jour la confusion de la sphère des affaires publiques avec celle des affaires privées ainsi que les canaux de l’allégeance de la première aux vues et intérêts de la seconde. La lecture de sa synthèse est très recommandée à tout citoyen désireux d’en prendre la mesure. Pour autant, il ne suffit pas de voir dans ce scandale ce qu’il donne immédiatement à mesurer de l’emprise de ces cabinets sur l’appareil d’Etat et on aurait tort de ne l’imputer qu’à l’exécutif actuel. De fait, il ne révèle pas toute l’amplitude du mal qui s’y attache ni encore moins ses racines, à rechercher dans une histoire plus ancienne de la Vème République que certains de mes souvenirs de fonctionnaire de l’Etat des précédentes décennies me font revisiter. En les réinterprétant à la lumière de cette actualité, ils m’ont permis de retracer le chemin qui nous a conduit à cette extrémité.

**En bref, les faits qui font scandale aujourd’hui**

La part du rapport sénatorial sur laquelle se focalise le débat médiatique et politique est comme d’habitude avant tout celle qui se rapporte à l’argent, c’est-à-dire au montant «énorme» et brutalement ascendant de celui qu’a dépensé l’Elysée durant ce quinquennat pour confier à des cabinets de conseil privés, souvent étrangers, des missions d’analyse et de conseil en stratégie  
d’action qui relèvent de la sphère de l’action publique, normalement sous contrôle démocratique : plus d’un milliard d’euros en 2021 (estimation « minimale » selon le Sénat) et un budget dédié à ces missions en constante augmentation durant le quinquennat actuel. Ce à quoi il faut ajouter ce que même le Sénat n’arrive pas à chiffrer du fait de l’opacité, justement dénoncée par son rapport d’enquête, des montages juridiques et financiers qui président aux rapports contractuels de l’Etat avec ses prestataires ; il faut y ajouter en plus le coût de «l’optimisation fiscale» des revenus substantiels qu’en a tirés le cabinet Mac Kinsey, autre raison du scandale.

Viennent ensuite deux autres éléments du rapport sénatorial qui font bouillir à juste titre le débat médiatique et politique : d’une part, le caractère tentaculaire et opaque de la présence de ces cabinets dans l’appareil d’Etat et de leurs interventions en tous domaines, y compris les plus régaliens (armée, justice, éducation...) et, d’autre part, l’inefficacité et l’inutilité avérées d’un nombre important de ces interventions, y compris les plus coûteuses et les plus controversées. Parmi ces dernières, le rapport sénatorial cite la préparation par Mac Kinsey de la réforme des retraites et ses études sur l’avenir du métier d’enseignant au prix de près d’un million d'euros pour l’une et de près d’un demi-million pour l’autre. Plus choquant encore est l’énorme « business de la «démocratie participative» sur lequel a utilement investigué le journal Le Monde(1), visant notamment les «consultations citoyennes» du quinquennat Macron dont l’organisation et la synthétisation ont été confiées à de nombreux cabinets de conseil privés, dont surtout Mac Kinsey, pour un coût estimé de plus de 24 millions d’euros de 2018 à 2022 : recueil, analyse et synthèse des «doléances citoyennes» en 2019 en vue du «grand débat national» devant servir à sortir de la crise des gilets jaunes, organisation de la convention citoyenne pour le climat et consultations pour «le monde d’après covid», pour «l’avenir de l’Europe», sur la vaccination contre le covid, la réforme des retraites, et la réforme de l’hôpital, entre autres. C’était très cher payer ce qui ne fut suivi d’aucune suite concrète et qui en fait de «renouveau démocratique» n’en fut que la mascarade. De plus, confier ainsi dans l’opacité l’organisation théâtralisée d’un prétendu renouveau de notre démocratie à un cabinet privé qui fait de son prix exorbitant un profit fiscalement optimisé, n’est pas seulement choquant, c’est nauséabond. Surtout quand on le met en rapport avec les moyens humains dérisoires, rappelés par Le Monde, des institutions publiques dédiées à l’organisation du débat public, tels ceux du Centre interministériel de la participation citoyenne (13 salariés) qui, en revanche, a attribué en février un marché de 2,8 millions d’euros à neuf cabinets privés pour de futures consultations.

Face à cela, l’argument en défense qui consiste à invoquer l’incompétence et l’absence «d’agilité » des services de l’Etat en rapport avec le savoir, l’expérience et l’agilité des cabinets privés est inaudible. Non seulement parce que l’usage de ces prétendus atouts n’a trop souvent débouché sur aucune suite concrète, mais aussi parce que le recours indiscriminé aux prestations des cabinets de conseil au nom de ces raisons (même si certaines prestations ponctuelles peuvent avoir parfois leur pleine justification) auto-réalise rapidement cette nécessité, en entraînant un long enchaînement d’effets négatifs interactifs pouvant conduire au délabrement de l’appareil d’Etat.

**Un long enchaînement d’effets négatifs**

Pour dérouler entièrement la longue chaîne de ces effets négatifs que le rapport sénatorial n’évoque pas tous, il faut prendre son souffle. En s’en tenant à l’essentiel, on peut la dérouler ainsi : :

- moins il y a de fonctionnaires et moins ils reçoivent de formation pour concevoir, organiser et préparer la mise en œuvre des politiques publiques, plus leur recours à répétition aux cabinets de conseil privés s’impose, et moins ils sont en mesure d’évaluer et de contrôler leur utilité, la qualité et la justification du coût de leurs prestations ;

- plus l’intrusion des cabinets de conseil dans l’appareil d’Etat augmente, plus ils y propagent à tous ses échelons leurs valeurs et leurs représentations de ce qui doit guider l’action publique, jusqu’à les faire apparaître comme le fondement indiscutable du bien public ;

- des valeurs et des représentations qui sont toutes inspirées par l’idéologie néolibérale et inscrites aussi bien dans les théories et méthodes de management des grandes entreprises mondialisées, en particulier celle du «new public management», que dans leur langue anglo-managériale qui les colporte et les ancre dans l’esprit de leurs cibles, jusqu’à faire de l’Etat une entreprise, la «start-upnation» si chère à E. Macron ,

- une langue dont l’univocité formate la pensée de ceux auxquels elle s’adresse en excluant toute la réflexivité de leur langue naturelle, et qui les soumet à ses vérités,

- une soumission qui engendre à son tour dans les services de l’Etat l’infantilisation résignée des moins formés ou des moins ambitieux et la tentation du pantouflage dans ces cabinets des fonctionnaires les plus formés et les plus imprégnés de leurs valeurs : individualisme, scientisme, obsession du gain financier ;

- un pantouflage devenu normal, qui accentue la porosité, sinon la fusion, sociologique (y compris dans leur vie privée) et culturelle des élites publiques et privées, leur enfermement dans le quant-à- eux, les conflits d’intérêt, leur coupure définitive du territoire et des moins favorisés qui l’habitent, jusqu’à leur séparatisme territorial et culturel qui les ancre dans leurs convictions scientistes,  
- une dérive scientiste inspirée par les théories et les méthodes managériales élaborées par les cabinets consultants pour les grandes multinationales privées et dorénavant insufflées dans l’organisation et l’action de l’Etat, qui a pour nom «la gouvernance par les nombres», parfaitement analysée par Alain Supiot (2)

- une gouvernance qui se caractérise à la fois par l’hyper concentration au sommet de la réflexion e tde la conception de l’action stratégique, ignorantes des réalités humaines du territoire et focalisée sur les objectifs chiffrés assignés verticalement aux agents de terrain,

- des objectifs et indicateurs chiffrés dont les concepteurs ne savent même plus très bien ce qu’ils comptent et dont la seule finalité est la réduction des dépenses budgétaires, vue comme indicateur suprême de l’efficacité de l’Etat.

- une obsession d’efficacité budgétaire mesurée par des indicateurs chiffrés et contrôlée par des procédures qui déterminent la création d’une nouvelle bureaucratie de contrôle des agents de terrain et la confiscation d’une grande partie de leur temps de travail au détriment de celui qu’ils ne peuvent plus consacrer à l’écoute de leurs administrés et à la satisfaction de leurs besoins. Les errements bureaucratiques des Agences régionales de santé (ARS) au nom de leurs objectifs chiffrés pendant l’épidémie du covid, au détriment de l’efficacité et du bien-être du personnel soignant des hôpitaux et finalement des patients, l’a dramatiquement illustré. Comment alors s’étonner aujourd’hui de la défiance du peuple français à l’encontre de ses élites  
publiques et privées ? Une meilleure «traçabilité» des contrats passés avec ces cabinets, préconisée par certains, serait-elle le remède ? Si nécessaire soit-elle, elle ne suffirait pas à prévenir leurs effets négatifs que l’on vient de retracer, ni à rétablir la confiance du peuple en ses élites.

**Racines et histoire en bref d’une intrusion et de ce qui s’en est suivi**

Certes, l’intrusion des cabinets de conseil privés dans l’appareil d’Etat et leur influence sur la stratégie d’action et l’organisation de ses services sont antérieures au quinquennat Macron. Elles ont pour origine les «nationalisations» de 1982 du secteur bancaire et des grandes entreprises qui ont étatisé leur capital tout en maintenant leur gestion dans le régime du droit privé ainsi que leur finalité et leur gouvernance dans la logique managériale néolibérale. Juste que l’Etat y a placé comme dirigeants et administrateurs des hauts fonctionnaires, surtout ceux de l’inspection générale des finances, qui y ont découvert avec éblouissement le monde merveilleux des affaires en s’y adaptant vite avec délice. Ainsi a commencé la fusion idéologique, culturelle, sociologique et même linguistique des deux sphères des affaires publiques et privées, les allers-retours de hauts fonctionnaires entre les deux et l’allégeance de la logique et des méthodes de la première à celles de la seconde. Il suffit de regarder le parcours des plus célèbres et influents de ces hauts fonctionnaires (Alain Minc, Jacques Attali et tant d’autres) pour s’en convaincre. Le projet macronien de supprimer le statut des fonctionnaires signera l’apogée de cette confusion, car il faut donner au mot statut son plein sens étymologique, un état, celui de l’allégeance des fonctionnaires à la res publica, celle qui leur interdit de se mettre sous celle des intérêts privés, sauf à quitter définitivement la fonction publique. Mais c’est déjà du passé...

Dès la fin des années quatre-vingts, les théories néolibérales de la «modernisation» de l’Etat, entre autres celle du «new public management» qui avait déjà inspiré les réformes de l’Etat de Reagan et Thatcher, déployaient leur influence au sommet de l’appareil d’Etat. Un de leurs principaux propagateurs fut la commission de Bruxelles qui les diffusait dans toute l’Union européenne en «brussanglais» managérial (devenue la seule langue de travail de Bercy), via notamment sa méthode du «benchmarking» assignée à l’élaboration des politiques publiques des Etats membres, celle qui les poussait à adopter les bonnes pratiques définies à partir de la comparaison de leurs résultats, référés à des indicateurs chiffrés totalement abstraits des réalités humaines du terrain. De 1990 jusqu’à ce jour se sont alors succédées à un rythme infernal des réformes législatives dédiées à la modernisation de l’Etat (dont les Lois Organiques relatives aux Lois de Finances, dites LOLF 1 et 2, et la Réforme Générale des Politiques Publiques de 2007, dite RGPP, accompagnées de la création de multiples et éphémères institutions chargées de les mettre en œuvre. L’une d’entre elles, la Direction générale de la modernisation de l’Etat (DGME), créée en 2006 par le gouvernement Raffarin, fut une nouvelle étape de la mainmise des cabinets de conseil sur l’appareil d’Etat. Pour la première fois elle fut rattachée au ministère du Budget, le cœur de l’appareil d’Etat, et dirigée successivement jusqu’en 2012 par deux anciens membres du cabinet américain Mac Kinsey...Du moins cette effervescence réformative, apparemment brouillonne, fut-elle très cohérente par la continuité jusqu’à aujourd’hui de l’objectif principal visé et de l’idéologie qui inspirait ses contenus successifs sous l’influence des cabinets de conseil. Nul parlementaire, média ou institution publique ne s’en émurent alors ou même y prêtèrent grande attention. C’était dans l’air du temps...

De fait, après les flottements sans résultat des réformes de Rocard, qui rêvait d’allier l’objectif de réduction de la dépense budgétaire à la simplification des procédures administratives, à une plus grande écoute des administrés et à une plus grande autonomie des services de l’Etat, seul a prévalu de fait l’objectif de réduction des dépenses budgétaires de l’Etat. Camouflé par le langage aussi habile que mensonger des cabinets de conseil, il était rendu crédible par quelques simplifications administratives qui de fait ne faisait que cacher le dépècement organisé des divers services publics. En prennent ainsi la juste et désolante mesure ceux qui vivent aujourd’hui dans les territoires de France abandonnées par l’Etat où ont été supprimés les services publics de proximité à visage humain, remplacés par ces guichets uniques où la seule présence humaine est celle qui aide les usagers à manipuler les outils informatiques qui ne leur donnent eux-mêmes à échanger avec l’administration qu’avec des logiciels obtus et autoritaires ne répondant qu’aux questions autorisées.

Le tout fut bouclé par le traité de Lisbonne de 2007 qui, après l’échec du référendum de 2005 sur la Constitution européenne, a constitutionnalisé contre la volonté du peuple le «marché total», la libre concurrence sans limites et l’obligation de l’Etat du laisser-faire au profit des grandes entreprises, couplée avec celle du moins de service public à la française. Ce fut le moment où, comme la grenouille qui se laisse cuire insensiblement dans l’eau de la casserole portée lentement à ébullition jusqu’au moment de ne plus pouvoir s’en échapper, la fraction la plus défavorisée du peuple français commença à réagir à l’eau trop chaude du néolibéralisme, tandis que sa fraction la plus favorisée ou la plus docile s’y laissait cuire en imaginant son bonheur dans sa conformation à ce que disaient devoir l’être ceux qui les y faisaient cuire. Le jeune humoriste Karim Duval (3) en rend parfaitement compte par le rire dans un sketch valant trois volumes de littérature savante sur le sujet. Peut-être est-ce aussi pourquoi le coiffeur parisien en bas de chez moi, comme bien d’autres commerces, croit rejoindre les rangs des gagnants de la mondialisation heureuse en remplaçant son enseigne «Chez Jules coiffeur» par «Rocking hairdresser» et sa signalétique extérieure ouvert et fermé par «yes we are open» et «sorry we are closed». Le poisson pourrit par la tête, dit le proverbe chinois, mais sa corruption se propage vite vers le reste du corps...social, via une langue essentiellement corruptive. Il en fut de même pour nombre de hauts fonctionnaires, tous contraints à la résignation ou à la vaine  
résistance pour ceux de la vieille école comme moi-même qui s’y résignaient mal. Il fallait rentrer dans le nouveau moule fabriqué par les cabinets de conseil dont la vérité, devenue celle des gouvernants, ne pouvait déjà plus être mise en doute. Si je me console moralement aujourd’hui d’avoir résisté autant que j’ai pu aux objectifs chiffrés qu’on me demandait d’imposer à mes collaborateurs et à l’obligation de l’emploi presque exclusif de la langue anglo-managériale, je vois maintenant cette résistance comme dérisoire et parfaitement inutile. Il fallait bien que je cuise moi aussi dans la casserole du néolibéralisme chauffée par les cabinets de conseil.

**Conclusion : d’un extrémisme à l’autre**

Alors faut-il s’étonner maintenant de ce que dénonce la Commission d’enquête du Sénat au sujet de la présence massive et « tentaculaire » des cabinets privés de conseil dans l’appareil d’Etat et de leur influence sur les politiques publiques ? Ce serait bien hypocrite et oublier qu’on a beaucoup tardé à en prendre la mesure. Sans doute faut-il blâmer Macron d’avoir poussé le bouchon très loin, mais peut-être le remercier finalement d’avoir ainsi révélé à son corps défendant à quel extrémisme néolibéral lui et tous les partis dits de gouvernement qui l’ont précédé ont conduit les politiques publiques, jusqu’à ce que A. Supiot nomme «le dépérissement de l’Etat social»(4). Faut-il également s’étonner qu’à cet extrémisme en réponde un autre, tout aussi nocif, auquel plus de 34% de l’électorat populaire français vient de donner sa voix ? Non, car le premier a fort bien nourri le second. Peut-être qu’avant de vouloir lui barrer la route du pouvoir, ceux qui l’ont si bien nourri acceptent de se regarder dans la glace et de se voir eux-mêmes comme des extrémistes qui, pour combattre les adeptes de l’autre extrémisme, doivent d’abord se départir du leur et revenir à une conception nettement plus raisonnable et plus juste du bien collectif et de l’action publique.

*Thierry Priestley est Directeur honoraire du travail*

*Notes 1. Le Monde des 27/28 mars p. 12 et 13 2. Alain Supiot : “La gouvernance par les nombres“, Cours au Collège de france , Fayard, avril 2016 . 3. Karim Duval :” Elever son enfant en mode start up “:*[*https://www.youtube.com/watch?v=Ps3UNPLpmKc*](https://www.youtube.com/watch?v=Ps3UNPLpmKc) *4. “Le dépérissement de l’Etat”, tribune d’Alain Supiot parue dans le Monde du 10/02/2022*

**Le Meilleur des iMondes**

*Par* ***Jacques-Robert Simon***

**9. Donald Bokanovsky au Hot Pussy**

Donald Bokanovsky fut dépité de sa visite au père de Dick Pompeo. Pourtant il n’avait rien contre la psychanalyse, il faut bien que les gens qui n’ont pas vraiment de problèmes s’en créent pour pouvoir les résoudre. Personne ne peut endurer la platitude d’une vie cossue et sans risques. La psychanalyse permet de parler de choses intimes à quelqu’un supposément censé vous comprendre, c’est la même chose qu’au café du coin, avec le barman, mais avec quelques wagonnets de concepts branlants en plus. C’est vrai, quelquefois, le psychanalyste sommeille et s’assoupit, mais l’analyse continue cependant : «Interrogez-vous, n’engendrez-vous pas l’ennui ?» L’analyse sert de confession, qui garde son charme, mais elle est nettement plus coûteuse. «Et la mère de Dick ? Tenancière de maisons closes ! On peut peut-être essayer…» se dit Donald.

Il prit le 158 au Pont de Neuilly. Il aimait de temps en temps se mêler au peuple. Pas vraiment pour le connaître, mais surtout pour être fier de ne pas en être. Il n’aimait pas ses pulsions mal maîtrisées, cette façon de dire crûment la vérité comme si c’était comme ça que l’on dirigeait. Et la justice, la justice, ils réclament la justice ! Le faucon fait-il preuve de justice quand il fond sur sa proie ? Et Donald se sentait faucon, plus vrai que nature, non seulement il pouvait voler mais il le faisait tous les jours. Neuilly n’est pas une ville désagréable, blottie à la lisière du bois de Boulogne, le bois de tous les interdits. C’est là que travaillaient belles-de-jour et belles-de-nuit. La plupart officiaient maintenant en maison, elles bénéficiaient à ce titre d’une niche fiscale «personne en charge des besoins de première nécessité» comme les pompiers, les militaires, les sous-officiers de la marine et les pèlerins pour Lourdes. Leur statut était rattaché à la fonction publique territoriale. Il ne distinguait déjà plus le Parc de Bagatelle. Le bus cahotait en traversant le Pont de Neuilly, en face de lui une myriade de tours bordant de chaque côté une esplanade égratignait le ciel. Elles abritaient d’anciens sièges sociaux, du temps où le continent européen produisait d’autres choses que des rapports, des normes ou des conseils au tiers monde. Tout avait été végétalisé sous l’impulsion d’ONG préoccupées d’environnement. On y cultivait maintenant des artichauts, des bananes, un peu de maïs, du colza, de la rhubarbe sur pied, des myrtilles, des fraises des bois et des plantes fourragères diverses. Le tout étant bio ! L’arche, qui s’imposait comme le maître des lieux, avait été transformée en site érotique solidaire. Un hypercube en 4 dimensions projeté sur un monde stupidement tridimensionnel. 3,5 hectares (35 000 m2) de marbre de Carrare, celui de Michel Ange, 112 m de long, 106,9 m de large,110,9 m de haut, 35 étages, dans le prolongement de l’Arc de Triomphe où se trouvait le soldat devenu inconnu. On venait des quatre coins du monde pour rencontrer les prestataires de l’Arche où le « Hot Pussy » s’était installé. Au milieu de l’arche, un hologramme de 30 mètres de haut montre Rachida-la-Lionne qui se dévêt lentement jusqu’à apparaître très fugitivement complètement nue. Deux petites étoiles rouges cachent les aréoles de ses seins. L’hologramme avait été réalisé dans le nord de l’Amérique. Il distingua l’entrée sur le pilier gauche. Donald poussa la porte après avoir prévenu de sa présence grâce à un bouton pression qui ne fit étrangement aucun bruit lorsqu’il appuya dessus. Mme Pompeo-Ciotti était en face de lui derrière une sorte de petit comptoir devant un mur empli de clés. Elle portait une robe de soie gris clair, d’une circonférence prodigieuse, à volants, crinoline et traîne. Basse de taille, elle avait un embonpoint exceptionnel et un menton affreusement gras et pendant ; on ne lui voyait pas le cou. Son visage était pourpre. Ses yeux étaient petits, méchants et pleins de morgue.\* Dans sa langueur morbide, elle réussit à dire :«Vous désirez ?» Donald décontenancé par l’apparence presque obscène de la matrone ne sut pas quoi répondre.

Ne vous en faites pas, reprit-elle, on sait traiter les timides, ceux qui n’osent pas, ceux qui ont une femme castratrice. Au ‘Hot Pussy’, il n’y a même pas besoin de demander quoi que ce soit pour l’obtenir. Pour vous je vois bien de la jeune, ne vous en faites pas elles ont l’âge légal, on n’est pas à Hollywood, douce, patiente, car vous n’êtes pas de la dernière fournée Monsieur, sans vouloir vous offenser. Question ethnie, vous faites bien de venir un jour de semaine, j’ai un large choix. Le vendredi les berbères manquent un peu, ce sont des types qui disent à leur femme qu’ils vont à la mosquée, derrière l’Arche, à côté du cimetière, et qui en fait viennent ici. Le samedi, on est un peu juste en ashkénazes et les sépharades restent en plan. Pourtant question métier, il n’y a pas photo, les ibériques sont nettement au dessus. Enfin, chacun a ses marottes. Le dimanche c’est le jour du blanc. Ils ont tellement de chagrin d’être noyés dans la masse que les chrétiens ne veulent pas voir le septième ciel en couleur. Je vous arrête, c’est peut-être vrai que le Vatican leur promettait déjà le ciel, mais je ne veux pas polémiquer. Mon paradis à moi, c’est du solide, du concret, il n’y a pas besoin de rêvasser, c’est l’extase en moins d’un quart d’heure, le seul risque à prendre, à part le défaut financier, c’est l’apoplexie, mais on a un défibrillateur, que les gamines utilisent d’ailleurs avec certains de leurs clients… Non ! Pas pour les réanimer, je vous montrerai si vous voulez. Je facture un petit supplément pour les kilowatt-heure consommés, c’est tout. On n’est pas des gagne-petit, on a des manières, le tout-venant c’est pas au ‘Hot Pussy’ que vous le trouverez. Bon ! Je ne veux pas prendre trop de votre temps. Vous voulez que je vous montre mes gamines. Si, je vous le répète, elles sont toutes majeures et consentantes. Elles sont déclarées aux impôts comme auto-entrepreneuses, elles cotisent pour leur retraite, il y en a même deux qui sont syndiquées. Oui, à la CFDT ! Faut pas exagérer non plus, on peut pas embaucher des bolcheviques, on reçoit du beau monde. La lutte des classes, c’est certainement attractif, mais ce n’est pas bon pour le commerce. Vous imaginez une coquine qui dirait : « Je vous ferais bien une gâterie mais je dois aller à la fête anniversaire de Martinez. » C’est pas possible, Monsieur, on ne peut pas se permettre. On a des charges. Vous savez combien je loue l’Arche ?... Si ! Et encore je ne compte pas les salaires des vigiles, le prix du gaz, de l’eau, de l’électricité et la commission au maire de Puteaux qui n’a jamais cessé de venir au ‘Hot Pussy’ malgré son déambulateur. Car il a de la sève, il me bloque un demi-étage à lui tout seul et il brame : «C’est moi le propriétaire, je fais ce que je veux.» On a dû prévenir le Préfet, c’est une femme. Vous n’imaginez pas les pertes de revenus que j’ai eues à cause de la parité. La haute fonction publique masculine constituait une bonne partie de ma clientèle. La parité ! Un drame ! Je me demande ce qu’ils font dans leur bureau toute la sainte journée. J’ai failli fermer boutique. Et puis ça s’est amélioré, petit à petit j’ai élargi ma clientèle. Avant je me concentrais sur les fonctionnaires. On est plus sûr des revenus, vous comprenez. On proposait des prélèvements mensuels à des tarifs avantageux et on avait droit à une carte de fidélité, 10% off ! Et on pouvait venir quand on le souhaitait… Non, il n’y a pas de réduction pour les Seniors, on met même une légère pondération tarifaire en leur défaveur pour tenir compte des difficultés fréquentes de cette population à arriver au terme de ses désirs. Nous ne sommes pas la Croix-Rouge Monsieur, on a des charges, comme je vous l’ai déjà indiqué. Alors vous voulez rencontrer Goldorak, Michou, Emmanuelle 2, Poupinette, Andrée, Ermengarde de Bade… Apolline, je ne la conseille pas pour les plus de 50 ans. C’est une antillaise de tempérament et si on s’acharne à la suivre on frôle la catastrophe. Il y a déjà eu, c’est vrai, Félix Faure qui se prenait pour César et qui est mort Pompée, mais quand même, ça fait désordre dans un établissement respectable. Vous voulez réfléchir ? Comme vous voulez !... Pour sortir introduisez 20 euros dans l’urne.

*\* Fiodor Dostoïevski, ‘’Le Joueur’’*

*(A suivre)*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus*

**Tournez la page, c’est pas fini !**

**En bonus : un poème illustré de Mireille Jean-Gilles**

Ode à une Veuve

*pour G.*

Elle pleurait/

Resplendissait

auréolée du mystère de la Mort

Morte parmi les vivants

vivante dans le Royaume des morts

un désespoir intarissable s'écoulait de ses yeux clairs

délavés

Inconsolable

elle allait par devant

courant à petits pas

fuyant son destin

sans une once d'espoir

Seule

face à l' I r r é m é d i a b l e

dépouillée de tous les biens et heurs de la terre

ne lui restait qu'une beauté tragique

accolée à sa peau

Aie *foi* en la Beauté

mystique et transcendante

*cultive-*la

tel un Jardin

prends soin de ton Corps

somptueuse et éternelle demeure

Ici-bas

Un joyau sur ta couronne d'épines

**